

# Réflexions de synthèse et clôture

---

---

*Le Colloque et l'histoire  
du Valais contemporain*

par  
G é r a l d  
A r l e t t a z

Le thème du colloque s'est voulu très large. Il a abordé les mémoires, les héritages institutionnels et les contradictions de la Révolution ou plutôt des révolutions qui se sont déroulées en Valais de 1798 à 1848. Il s'est donc agi des représentations d'une société et de son histoire, de la genèse voire de la pérennité de la culture politique de notre temps, des institutions démocratiques et libérales consacrées par la Constitution fédérale de 1848, ainsi

que de la représentativité de ces institutions face aux minorités. Dans cette perspective, il est évident que ce colloque s'est défini par son ouverture, par volonté de compréhension de l'histoire et non par érudition positiviste. L'ouverture vers un champ problématique de notre histoire s'est accompagnée d'une invitation aux orateurs non valaisans, mais aussi valaisans, de prendre en considération la dimension nationale de la démocratie et de ses consé-

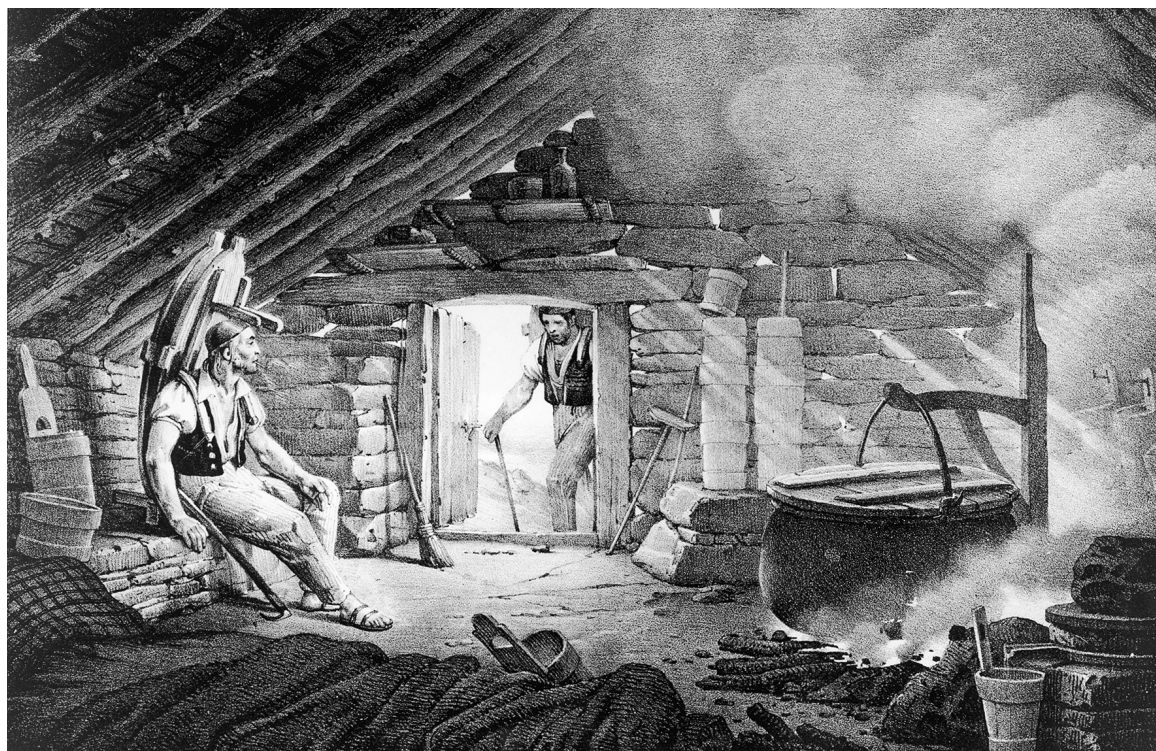
quences. D'une manière générale, il convient en effet d'affirmer la nécessité impérative de relier les phénomènes de l'histoire cantonale à ceux de l'ensemble du pays, voire d'ailleurs, de façon à pouvoir en comprendre le sens.

De fait, l'histoire rapproche-t-elle ou éloigne-t-elle les hommes? Faut-il aborder des sujets comme celui du colloque? Apparemment dérisoire depuis la chute du Mur de Berlin et depuis la nécessité de relire l'histoire suisse au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la question semble toutefois avoir rôdé autour de notre réunion. Cette mise en perspective de l'histoire valaisanne est-elle vraiment souhaitée? Certains,

auditeurs ou absents, n'y perçoivent-ils pas un frémissement perturbateur? Veut-on vraiment intégrer l'héritage des révolutions dans notre bagage mental? N'y préférons-nous pas l'image d'un Valais identitaire, pittoresque et bien compartimenté? En un mot, ne faut-il pas maintenir l'*Histoire sous surveillance*<sup>1</sup>?

Au reste, en des termes plus généraux et mieux choisis, plusieurs orateurs ont évoqué ce problème. En premier lieu, le professeur Francis Python nous a indiqué plusieurs perspectives relatives à la construction et à la gestion de la mémoire d'une société en conflit, sur le rôle des vaincus en particulier. Pour leur part, Jean-Claude Favez, professeur, et François Couchepin,

■  
1 Pour reprendre le titre de FERRO 1985. La surveillance à laquelle nous faisons allusion relève de la société et de sa production culturelle, pas de l'Etat.



L'image d'un Valais pittoresque...

(Lithographie d'après E. Pingret, 1825,

Intérieur d'un chalet sur le mont Furka, scène pittoresque

parue dans *Un mois en Suisse ou Souvenirs d'un voyageur*, de H. LAZERAC, A. GATTLEN I, n° 708. AEV, Sion, photo J.-M. Biner)

chancelier de la Confédération, ont insisté sur la valeur de la culture fédérale du consensus, présentée comme un héritage de la Constitution de 1848 et implicitement des conflits antérieurs. En fait, le sens de la mesure est une vertu politique qui peut conduire à la volonté de contrôler le passé pour maîtriser le présent. Encore faut-il rester en éveil quant aux risques impliqués par cette attitude. En revanche, il apparaît clairement aux historiens que leur rôle consiste à analyser les témoignages et à les expliquer pour aider à comprendre les sociétés qui les produisent, certainement pas à les occulter pour garantir la quiétude de l'ordre établi.

Le thème du colloque et les questions relatives à son contenu et aux méthodes utilisées entraînent inmanquablement la question de savoir ce qui a été écrit et ce qui n'a pas été écrit sur toute cette période.

En premier lieu, il convient d'affirmer que ce colloque est probablement la première manifestation de caractère représentatif qui prenne en perspective de réflexion l'histoire contemporaine du Valais perçue dans sa problématique d'ensemble, soit en tant qu'invention de la contemporanéité.

Un tel constat limite d'emblée l'inventaire du bagage culturel à notre disposition. Grâce aux publications de Michel Salamin<sup>2</sup> et d'Arthur Fibicher<sup>3</sup>, nous disposons de deux panoramas généraux. La période 1798-1815 est relativement bien connue grâce aux travaux d'André Donnet, de Michel Salamin et d'autres auteurs<sup>4</sup>. Pour la période postérieure à 1815, il convient de mentionner les mémoires de licence rédigés à l'Université de Fribourg sous la direction du professeur Roland Ruffieux, à partir des années 1960. Cependant, la problématique de l'histoire contemporaine du Valais a surtout été explicitée par le Groupe valaisan de sciences humaines depuis 1974, et particulièrement dans l'*Histoire de la démocratie en Valais 1798-1914* parue en 1979. Il existe bien sûr un certain nombre d'ouvrages sur divers thèmes et sur diverses périodes, parmi lesquels il convient

de mentionner *Le demi-siècle de Maurice Troillet* d'André Guex<sup>5</sup> ainsi que les catalogues des grandes expositions des Musées cantonaux du Valais. D'autres études, malheureusement trop rares, issues des sciences sociales, complètent l'inventaire de notre bagage historique.

De ces brèves références, il ressort que l'apport global reste assez mince à l'aune d'un canton, même non universitaire<sup>6</sup>. Pire, la lecture de la *Bibliographie valaisanne*<sup>7</sup> de ces dernières années nous apprend que le rappel des manifestations et des événements de l'année précédente ainsi que l'évocation des défunts constituent le plus souvent les seules publications relatives à l'histoire contemporaine de notre canton ! Certes, l'absence de renvoi et la nécessité de parcourir les rubriques non historiques biaisent la perspective et relativisent le jugement, mais tout de même ! En outre, quand les études existent, elles sont diffusées par des réseaux peu connus, à des tirages modestes et leur promotion reste limitée.

En définitive, face à l'importance, à l'actualité et à la signification des problèmes mis en jeu, les historiens et les pouvoirs politiques devraient envisager un projet de création d'un Institut d'histoire de la contemporanéité valaisanne.

Ces considérations sur la production valaisanne du passé récent amènent à réfléchir sur l'état de l'historiographie du canton et sur son impact. De nombreux orateurs ont traité plus ou moins directement de l'écriture de l'histoire. Tout un volet du colloque a même été consacré aux « mémoires ». Ces exposés ont abordé des aspects parfois subtils du bricolage mental propre à ces constructions, qu'elles soient radicales ou ultraconservatrices dans le Haut-Valais. Pourtant, le colloque semble confirmer une tendance assez générale, ressentie en Valais mais aussi dans l'ensemble du pays. L'historiographie existante n'est pas véritablement intégrée au bagage culturel de la société ni de l'opinion publique, ni même de l'ensemble des historiens. Une des raisons de ce phénomène complexe paraît résider dans le fait que la prise en compte de certaines études

2 SALAMIN 1978.

3 FIBICHER 1993.

4 Les références mentionnées n'ont évidemment aucune prétention à l'exhaustivité. Notre but n'est pas de nature bibliographique.

5 GUEX 1971.

6 La question de l'état de l'historiographie des autres cantons reste réservée.

7 *Bibliographie valaisanne*, éditée par la Bibliothèque cantonale du Valais, Sion, dès 1991. Pour les prédécesseurs, voir *Annales valaisannes* et *Walliser Jahrbuch*.

pourrait déranger et même conduire à l'examen voire à la reformulation de convictions forgées au long des traditions et des cultures. En effet, les images reçues ont été construites pour durer; elles sont généralement atemporelles et imperméables à l'histoire! C'est là un phénomène de nature beaucoup plus culturelle que politique, encore que les deux causes s'associent volontiers.

Reflétant l'état des connaissances sur le Valais du XIX<sup>e</sup> siècle et de certains aspects du début du XX<sup>e</sup> siècle, le colloque a abordé une histoire très politique. Les exposés traitant des «institutions» et des «idées à l'épreuve des faits» relèvent en effet de ce genre, même s'ils ont pris en compte divers aspects d'ordre culturel et social.

Il convient toutefois de s'entendre sur le terme «histoire politique». L'écoute des exposés indique que ce politique ne se confond pas avec l'événementiel<sup>8</sup>. Limitées dans leurs champs, ces communications s'inscrivent dans une volonté, plus ou moins affirmée selon les auteurs, de déboucher sur une histoire plus compréhensive impliquant l'étude des processus sociaux. Il va de soi que cette perspective est gênée par le manque d'études d'appui, mais elle crée un appel à des recherches plus explicatives. En fait, ce type d'«histoire politique» est une référence indispensable pour l'histoire contemporaine, utilisée par les autres disciplines, notamment par les historiens de l'art comme le prouve l'exposition «Les contemporains de Gavroche».

Parmi les recherches explicatives appelées de nos vœux, il faut mentionner l'histoire des mentalités et, de façon peut-être plus audacieuse, celle de l'imaginaire, de l'utopie, du possible, des représentations collectives de la société dans son passé, mais surtout dans son avenir. La bibliothèque de notre imaginaire, il faut en convenir, est extrêmement mince. Pourtant, l'avenir, la vision prométhéenne de

l'homme, la confiance en la capacité de changer le monde, sont nés dans la période et dans le sujet de notre colloque, dans leur acception contemporaine tout au moins.

Bien entendu, les libéraux le disaient avec force, la liberté exige la prospérité<sup>9</sup>. Cette prospérité à construire, les problèmes quotidiens de la société rurale puis industrialisée, le paupérisme, la question ouvrière présentée par Sophie Pavillon et déjà traitée dans des études antérieures, les conceptions socio-économiques, les besoins matériels dans les différents lieux du canton, c'est là également le champ de notre histoire, qui est encore à écrire! Il faut remarquer toutefois que l'histoire de l'émigration, fait social et enjeu politique et culturel, est mieux connue. Il en va de même de l'immigration, de la présence étrangère dans le canton et de l'histoire des femmes abordée par deux interventions. Pourtant, dans ces sujets également, le champ de recherche est loin d'être clos.

Quel est enfin le cadre, le lieu de référence du quotidien, du politique, du culturel et de l'identitaire? La commune ou sa fraction, le dizain, le canton, la Confédération, l'humanité ou l'universel, pourquoi pas la race, pour reprendre ce terme chargé d'équivoque et de provocation sociale<sup>10</sup>? La réponse, l'historiographie l'a montré, s'est modifiée avec l'évolution des modes de pouvoir et en particulier de la démocratie et de son espace<sup>11</sup>.

Ces réponses peuvent toutefois se combiner, se compliquer au gré des sensibilités et des idéologies. Dans son exposé oral, Georges Andrey a évoqué les concepts classiques de nation de sang, de culture ou de volonté, chers à Renan et magistralement analysés par Dominique Schnapper<sup>12</sup>. A ces concepts, la recherche historique actuelle a ajouté la notion de formation et de construction nationales, dont le développement historique tend à déterminer la grande révolution identitaire du projet collectif contemporain<sup>13</sup>.

■  
8 Je ne me prononce pas sur les communications écrites que je n'ai pas pu consulter.

9 Cette conception est consacrée comme un des fondements de la Confédération par la Constitution fédérale du 12 septembre 1848.

10 Le concept de race, lié à l'histoire contemporaine, et donc objet d'étude, a pris des acceptions totalement abjectes. Voir à ce sujet les travaux d'Etienne BALIBAR et d'André TAGUIEFF. Il existe toutefois d'autres acceptions. Pour le Valais, il faut prendre en considération la vision de COURTHION 1903.

11 C'est là un des apports des travaux du Groupe valaisan de sciences humaines (GVSH) notamment dans *Le Valais et les étrangers*, Sion, 1992.

12 Sur les «idées de la nation» et les modes d'acculturation qui en découlent, voir notamment SCHNAPPER 1991.

13 A ce sujet, voir NOIRIEL 1988 et NOIRIEL 1991.

Ces quelques réflexions, en guise de combat pour l'histoire contemporaine du Valais<sup>14</sup>, devraient suffire pour formuler un vœu, celui que l'écriture de l'histoire de notre canton se développe, se diversifie pour connaître le monde

dont nous sommes issus. Dans l'utopie, on peut rêver d'un temps à venir où il ne sera plus possible de se contenter des stéréotypes du « pittoresque » ou pire de l'« authentique » pour désigner l'identité et la destinée du Valais.

■  
14 Ces réflexions s'inscrivent dans la continuité des propos que j'ai tenus dans ARLETTAZ 1977.

---

#### O U V R A G E S C I T É S

┌ G. ARLETTAZ, « Esquisse d'une histoire des mentalités: le cas du Valais », in *La parole est aux historiens. La Suisse romande de 1900 à nos jours*, Alliance culturelle romande n° 23, Genève, novembre 1977.

L. COURTHION, *Le peuple du Valais*, 1903, réédité à Lausanne, 1972.

M. FERRO, *L'Histoire sous surveillance*, Paris, 1985.

A. FIBICHER, *Walliser Geschichte. Die Neuzeit. Ereignisse und Entwicklung 1520-1991*, Sitten, 1993.

A. GUEx, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, Martigny, 1971, 3 vol.

GRUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES, *Le Valais et les étrangers*, Sion, 1992.

GRUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES, *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, Sion, 1979.

G. NOIRIEL, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup>*, Paris, 1988.

G. NOIRIEL, *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1793-1993*, Paris 1991.

M. SALAMIN, *Le Valais de 1798 à 1940*, Sierre, 1978.

D. SCHNAPPER, *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris, 1991.

ARLETTAZ 1977

COURTHION 1903 (1972)

FERRO 1985

FIBICHER 1993

GUEx 1971

GVSH 1992

GVSH 1979

NOIRIEL 1988

NOIRIEL 1991

SALAMIN 1978

SCHNAPPER 1991

┌ Au terme de ces deux jours de conférences et de débats, je suis heureux de pouvoir dresser un bilan particulièrement positif. Tant sur le plan des connaissances et des confrontations historiques que sur celui des contacts et des échanges humains, le colloque a répondu à nos attentes. Et même au-delà. La synthèse approfondie présentée par M. Gérald Arlettaz fait ressortir le détail des apports des uns et des autres ainsi que les pistes qui s'ouvrent maintenant, avec un peu plus de clarté, à la recherche historique. Je n'y reviendrai pas. Toutefois, un aspect m'a particulièrement frappé, qui apparaît tantôt ouvertement, tantôt en filigrane : le rôle de l'historien et ses rapports avec la société dans laquelle il vit. Cette relation me suggère une réflexion – déjà signalée – mais que je me permets de vous livrer en guise de conclusion.

La science que nous pratiquons est bien vivante. La chaleur et la vivacité des débats montrent que l'historien contemporain travaille sur des matériaux qui ne sont pas, dans l'esprit des gens, poussiéreux et inertes. Ce constat, appliqué à la période charnière que sont les années 1798-1848, met en évidence les rapports qui lient l'historien au présent. Et, si la manière de faire de l'histoire est intimement liée au milieu et à l'époque, elle n'est donc pas univoque et

le sens de ses faits ou de ses situations est sujet à interprétation.

De ce fait, l'historien peut-il encore se prévaloir de l'aspect scientifique de sa démarche et intervenir avec sérénité dans les débats publics ? Ne pouvant apparaître comme un détenteur de la vérité absolue, doit-il se cantonner à un simple rôle de chroniqueur qui apporte des éléments à moudre, assumer une fonction partisane pour faire avancer son camp ou se transformer en psychiatre qui permettrait à un pays ou à une communauté de revivre les événements douloureux pour mieux les dépasser ? La réponse n'est pas simple. Elle appartient à chacun. Mais elle ne saurait faire l'économie d'une cohérence interne qui doit prendre en compte l'ensemble des données d'un problème et s'organiser autour de valeurs de référence.

En effet, si les idées ne sont pas tout, elles ont suffisamment de force pour faire évoluer la société. Ce sont bien elles qui ont changé le monde. Dans ce sens, les travaux que nous avons menés ensemble me paraissent se situer dans le droit fil de la période étudiée qui a placé la notion de bien public au centre de ses motivations et qui nous a laissé des concepts et des messages forts, dont la fameuse trilogie qui peut fonder, aujourd'hui encore, une société démocratique, pluraliste et humaine.

Le président de la Société d'histoire du Valais romand invite les participants à se rendre à Sion pour visiter l'exposition « Les contemporains de Gavroche » à l'Arsenal de Pratifori, sous la conduite de Mmes Marie-Claude Morand et Sandrine Jolissaint.